

CommunisteS

Lien d'échanges, de communications, édité par les militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 3



Décembre 2002
Janvier 2003

OFFENSIFS CONTRE LE CAPITAL CONFIANTS DANS L'AVENIR

E
D
I
T
O
R
I
A
L

Pressé par le MEDEF et l'Europe de Bruxelles, le gouvernement Raffarin s'est engagé « avec prudence mais ténacité » dans une offensive au long cours contre la nation et la classe laborieuse. Blocage du SMIC, cadeaux aux nantis et au patronat, austérité drastique dans les services publics, course aux armements et renforcement des appareils répressifs, privatisation d'EDF et cass des retraites, déremboursement de nombreux médicaments, démontage de l'Etat-nation (« décentralisation » de l'enseignement secondaire, transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales, « réforme de l'Etat », régionalisation des élections, encouragements à tous les particularismes régionalistes)... La réaction sur toute la ligne, c'est bien ainsi qu'il faut caractériser ce gouvernement policier et ultra-patronal !

Depuis deux décennies, c'est une politique unique qui s'applique dans notre pays : qu'il soit de droite ou de « gauche », chaque gouvernement poursuit et durcit la politique de son prédécesseur avec le seul souci de renforcer le régime capitaliste, miné par les krachs rampants et la menace permanente de récession. Derrière les Juppé, Jospin et autres Raffarin, l'alternance couvre d'un masque démocratique une stratégie antisociale et antinationale dont le but réel est d'en finir avec l'indépendance nationale, ce que « l'exception française », c'est à dire ce que l'élite au pouvoir appelle avec mépris (l'exception française) c'est à dire l'ensemble des conquêtes du peuple français : statuts, école laïque, secteur public important, sécu... Oui, derrière les délocalisations qui frappent les salariés du privé, derrière le démantèlement du secteur public, la classe laborieuse a affaire au même

impitoyable, le grand capital ; et c'est « tous ensemble » que les travailleurs doivent donc refuser le dépeçage maastrichtien de l'emploi, de la République et de leurs acquis les plus vitaux.

Donc aucune illusion à ce faire quand aux solutions proposées par les sociaux démocrates (PS-verts). Seule la mise en mouvement de toutes celles et tout ceux qui sont exploités et exclus, soutenus en cela par un parti révolutionnaire résolument anti-capitaliste, permettra les changements pro-fonds dont notre société à besoin. Notre Parti à les moyens de proposer une véritable alternative politique en rompant définitivement avec la gestion capitaliste que la mutation à mise en œuvre depuis plusieurs années. Le début de l'année 2003 sera déterminant. A nous de faire les bons choix pour que les bonnes orientations soient pri-ses lors du congrès :

Rupture avec la mutation.

Renaissance d'un PCF véritablement révolutionnaire basé sur la théorie marxiste-léniniste que nous n'aurions jamais dû abandonner.

Le collectif CommunisteS présente à toutes et à tous les camarades et à leur famille leurs vœux les plus fraternels, solidaires et Révolutionnaires.

Comme nous vous l'avions annoncé dans le n° de CommunisteS, c'est une réduction de coût du n°2 de 64% et non de 50 % comme il avait été écrit et cela grâce au militantisme.

NOUS SOMMES POUR !

- Nous sommes pour la **nationalisation des secteurs clés de l'économie**, en instaurant une véritable **démocratie participative et décisionnelle des salariés** au sein des entreprises concernées.
- Nous sommes pour la **préservation de nos services publics (à 100 % public)** et la **reconquête de ceux bradés** en y instaurant là encore une véritable démocratie.
- Nous sommes pour le **développement de la lutte des classes** (lutttes nationales et internationales), tendant à supprimer toutes formes d'**exploitation de l'homme par l'homme**, toutes formes d'**inégalité et de discrimination**.
- Nous sommes pour la **suppression du capitalisme**.
- Nous sommes pour une **nouvelle constitution** qui d'une part **supprimera de fait le cadre juridique actuel**, véritable bras institutionnel du capitalisme (Présidence de la République, Sénat, délégation de pouvoir, confiscation du pouvoir législatif par l'exécutif etc.) et qui d'autre part **affirmera la souveraineté populaire** en instaurant le mandat impératif, en rendant au pouvoir législatif, élu par le peuple, tous les pouvoirs qui lui incombent, pouvoir qui veillera à ce que tous les droits fondamentaux soit appliqués et respectés pour tous et par tous (droit au logement, droit à la santé, droit au travail, droit d'asile...)
- Nous sommes pour la **paix** dans le monde.
- Nous sommes pour la **lutte contre toutes les guerres impérialistes**.
- Nous sommes pour le **soutien des peuples qui aspirent à disposer d'eux-mêmes en luttant contre l'oppression impérialiste**.

NOUS SOMMES POUR LA RENAISSANCE D'UN P.C.F. VERITABLEMENT REVOLUTIONNAIRE, ADAPTE AUX LUTTES DE NOTRE TEMPS MAIS PORTEUR DE TOUS CES FONDAMENTAUX.

Sur le congrès et sa préparation

Vu le séisme du 21 avril qui a ébranlé fortement chacun d'entre nous, notre parti a décidé une procédure inédite avec comme ligne directrice, le contrôle et l'élaboration des textes par l'ensemble des communistes et ce, à chaque étape de la préparation du congrès.

L'Humanité du vendredi 13 décembre rappelait que « *la première mouture de la base commune de discussion sera soumise au débat des communistes qui pourront l'adopter début février* ».

Cette étape est prévue de longue date et pourtant les camarades peuvent constater que **le calendrier du bulletin de liaison de la section de La Rochelle ne prévoit aucune assemblée de section avant mars !**

Conformément aux décisions prises par notre parti, nous pensons qu'au moins deux assemblées de section devraient être programmées courant janvier, avec des thèmes et des lieux différents afin que le maximum de camarades participent à la préparation des travaux du congrès **Si aucune mesure n'est prise en ce sens, nous prendrons nos responsabilités de communistes en les organisant !**

LUTTES : Deux tactiques face à l'Europe supranationale

Manifestement, la multiplication des attaques du MEDEF et du gouvernement Raffarin prépare une offensive généralisée contre le monde du travail : menaces directes contre les retraites par répartition, feu vert au patronat pour licencier et délocaliser, austérité salariale et réductions d'effectif dans les services publics, relance des privatisations, érosion continue des statuts et conventions collectives, acharnement antisyndical, détérioration continue des conditions de travail, ruine programmée de milliers de petits agriculteurs menacés par l'élargissement de l'Union européenne et la révision de la P.A.C., c'est un véritable recul de civilisation qui menace le monde du travail en général et la classe ouvrière en particulier.

Face à cette offensive, il est d'usage, à la direction du PCF et dans les directions syndicales confédérales, d'accuser le MEDEF et le gouvernement de droite en minimisant le rôle détestable du gouvernement de la gauche plurielle qui, en tous domaines (privatisations, austérité, travail de nuit des femmes, embauche des enfants, «PARE»...) a pavé la route du sinistre Raffarin. Certes, la droite ne dissimule pas sa volonté de « thatchériser » la France en alignant le droit du travail sur les exigences du MEDEF et de sa refondation anti-sociale. Mais prenant la suite de la gauche plurielle, la droite poursuit et aggrave une seule et même POLITIQUE INIQUE (comme on dit « pensée unique ») : celle du grand capital en cours de mondialisation, qui veut faire table rase des acquis pour maximiser ses profits dans le cadre de la guerre économique que se livrent les monopoles capitalistes de taille continentale pour le repartage mondial des marchés.

Quelle que soit l'étiquette de l'équipe au pouvoir, cette politique unique du capital prend de plus en plus la forme de l'intégration européenne, qui constitue le vrai « programme commun » de l'UMP et de la social-eurocratie dirigée par le parti « socialiste ». Dans la dernière période, ces orientations destructives se traduisent par la décentralisation et la régionalisation Raffarin, dont l'objectif de classe est de dénationaliser les services publics et l'Education nationale (lycées, collèges. Université. recherche), à casser le statut des professeurs, à remettre en cause la laïcité scolaire pour s'aligner sur l'Europe cléricale environnante, à permettre la « corsisation » de l'emploi public en Corse (pour étendre ensuite ce système raciste à tout le territoire), etc. ; cela se traduit aussi, sur la base de l'Accord de Barcelone signé par Jospin et Chirac.

par le lancement de la privatisation d'EDF et de GDF, par la mise en cause de la retraite à 60 ans et par la casse des pré-retraites. C'est également, au nom des critères de Maastricht et de la monnaie unique (sur lesquels veille désormais le FMI). le déremboursement de centaines de médicaments par François Mattéi, l'« humaniste » ministre de la Santé.

Un seuil irréversible pour la destruction de l'indépendance nationale risque d'ailleurs d'être franchi prochainement avec la Constitution européenne préparée en parallèle par Giscard et par Badinter et avec l'élargissement de l'Europe aux pays de l'Est à des conditions néo-coloniales ;

ce serait notamment la fin totale du droit de veto des Etats-Nations, c'est-à-dire à la résiliation définitive de leur souveraineté nationale. Si une telle constitution européenne était adoptée, c'en serait fini-, nous le disons en pesant nos mots-, de la République française car la France n'aurait alors pas plus de pouvoir au sein des nouveaux Etats-

Unis d'Europe, que la Louisiane ou le Massachusetts n'en ont

dans le cadre des Etats-Unis d'Amérique I

En réalité, pour détruire les conquêtes sociales, notamment celles de 1945 et des ministres communistes issus de la Résistance (statuts, sécu, nationalisations...), pour contourner la volonté démocratique des peuples, la réaction « française » (qui a de lourdes traditions en matière de trahison nationale, de Coblenz à Vichy en passant par l'écrasement de la Commune avec l'aide de Bismarck...) est prête à liquider la France. Elle prend pour cela la Nation en tenailles entre, d'une part. le pouvoir des régions et des « communautés d'agglo » (loi Chevènement) et. d'autre part. les institutions supranationales de l'Europe et de la mondialisation financière : commission de Bruxelles, OMC, etc. Le but des eurocrates est de construire un Empire supranational dominé par l'Allemagne et de faire émerger ce qu'ils appellent l'Europe Puissance (c'est dans ce but qu'est mise en place l'armée européenne et qu'a été lancée la construction du nouveau porte-avion nucléaire « français »). Il s'agit pour le capital « européen » de se donner les moyens de disputer la domination mondiale aux USA, sans reculer le jour venu devant n'importe quel moyen. Contrairement à ce que ressassent certains « syndicats ». l'Europe de Maastricht n'a pas pour référence le prétendu « modèle social européen » (c'est-à-dire les concessions sociales que les capitalistes européens durent provisoirement faire aux travailleurs en raison de la puissance des partis communistes ouest-européens et de la compétition sociale imposée pendant cinquante ans par l'Europe les pays socialistes d'Europe de l'Est) ; au contraire, il s'agit de prendre prétexte de la « compétition internationale » pour raser les conquêtes sociales des travailleurs d'Europe et aggraver l'exploitation capitaliste en se débarrassant du frein objectif que constituent les Etats-nations, même sous leur forme bourgeoise.

Pour faire face à cet « euro-monstre » en construction, il n'existe que deux possibilités: la voie réformiste, dite euro-constructive invite les travailleurs à « infléchir » l'Europe supranationale, à « renégocier » Maastricht, à « réorienter la construction européenne dans un sens progressiste ». Telle est aujourd'hui la ligne du PS :

ce dernier, derrière le rideau de fumée de l'« Europe sociale » a démantelé la moitié du secteur public national. Telle est aussi la position de la direction mutante du PCF (F. Wurtz vient récemment de se prononcer dans l'Humanité, sans consulter la base du PCF, pour l'élargissement de l'U.E...).

Cette attitude réformiste, héritée de l'« euro-communisme » des années 70, sème l'illusion que l'Europe supranationale constitue un « cadre neutre ». qu'on pourrait aménager dans un sens plus ou moins social en fonction du rapport des forces; en fait, le cadre supranational est intrinsèquement réactionnaire : il est conçu pour mettre les salariés en concurrence, détruire leurs garanties collectives et offrir au capital les possibilités maximales de redéploiement sans frein et d'exploitation sans entrave ! A l'inverse les communistes fidèles au Non de gauche à Maastricht de 1992. rejettent le cadre supranational lui-même et appellent à lutter pour que la France se retire de l'Union européenne de Maastricht. Cette attitude d'opposition conséquente permettrait aux travailleurs de prendre la tête du rassemblement populaire pour la renaissance de la République. Loin de mener au « repli national », la revendication d'une rupture de la France avec l'Europe du capital ébranlerait en profondeur tout le système capitaliste en rompant la « chaîne impérialiste » dans un de ses maillons les plus sensibles. Naturellement, une lutte prolétarienne pour l'indépendance nationale se distingue clairement du souverainisme bourgeois et s'oppose du tout au tout au nationalisme fasciste : hérité des luttes de la Commune de Paris et des combats de la Résistance antifasciste, l'objectif du patriotisme populaire et républicain des communistes est au contraire de reprendre la Marseillaise au prétendu front « national », de l'associer à l'Internationale pour rendre à la classe travailleuse son rôle dirigeant dans la reconquête de la souveraineté nationale et rouvrir ainsi, non en paroles mais en fait, la route qui conduit à la révolution socialiste.

Une sortie par la gauche de l'Europe de Maastricht devrait s'accompagner de la revendication d'une re-nationalisation des secteurs clés de l'économie, de la lutte pour les droits des travailleurs immigrés et pour l'interdiction des partis racistes, de la reconquête de la laïcité, de la défense des revendications populaires (emploi, salaires, sécu. etc.), de la construction de coopérations égalitaires entre nations souveraines en Europe et dans le monde, de la lutte contre la guerre et le surarmement, d'une action internationaliste continue contre la globalisation financière et les guerres impérialistes, de la construction de l'Europe des luttes ouvrières et démocratiques contre Maastricht.

C'est seulement à partir d'un combat de classe posant sans détour la question du droit des peuples à construire le socialisme, que de véritables réformes progressistes peuvent être obtenues chemin faisant. « Les réformes, expliquait Lénine, sont des retombées de la lutte révolutionnaire » car « on ne peut avancer d'un pas si l'on craint de marcher au socialisme ». Lénine, qui mettait déjà en garde en 1915 « contre le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » dont il dénonçait le contenu politique comme « utopique ou réactionnaire ».

Dans l'immédiat, c'est en ciblant à la fois le grand capital, Raffarin et Maastricht, que les militants communistes aideront le mouvement populaire à surmonter le corporatisme et la division: retraites, école, santé, emploi, salaires, service public... Maastricht et la classe capitaliste, qui sont à l'origine de tous les mauvais coups. Aussi des syndicalistes réellement indépendants du patronat et de la « gauche » plurielle, doivent-ils appeler à combattre de front l'Europe du capital. Et c'est ainsi qu'ils aideront, non par des paroles mais par des actes, à construire le « tous ensemble » des travailleurs et les conditions concrètes de la rupture avec le capitalisme.

Dépassement du capitalisme ou éradication du capitalisme ?

Il est un thème cher aux tenants de la Mutation. Un thème central à la base de toute la stratégie mutante: le «dépassement du capitalisme ». Mais quel est son véritable sens. Est-ce un principe révolutionnaire ou purement social-démocrate ?

On peut déjà faire un constat : peu de ses fervents partisans sont capables de nous en expliquer la teneur. Et pour ceux qui s'y essayent (comme Denis Cohen, membre de la Direction Nationale, lors de notre dernière Assemblée Générale), force est de constater que c'est aussi clair que l'eau de la Tamise, de nuit, par temps de brouillard, et aussi convaincant que les arguments d'un Laurent Fabius tentant de vous expliquer qu'il est de gauche.

Les faits sont têtus !

Or si l'on ne peut juger le « dépassement du capitalisme » au travers des explications fournies par ses défenseurs, on peut en revanche le juger par les faits.

Lors de la législature 1997-2002. le camarade J.C. Gayssot, Ministre des transports, n'a rien trouvé de plus révolutionnaire que de **commencer à privatiser < Air France >** (« ouvrir le capital » pour soulager les consciences de gauche). Je me souviens très bien de cette période qui avait soulevé (et ce, à juste titre) un vent de colère chez les communistes. Mais ne nous disait-on pas à l'époque, tant au niveau national que local, « *qu'il fallait être moderne, que les nationalisations c'était du passé (dépassé ?), que c'était ringard* ». J.C. Gayssot lui-même accueillit les capitaux privés (et donc capitalistes), en disant que cela allait « **donner une bouffée d'air pur à l'entreprise** ». Le loup capitaliste était donc entré dans la bergerie du service public grâce au camarade Gayssot. Son homologue de droite, au cours de l'actuelle législature, ne manquera pas de finir le travail.

Un autre exemple qui relève de la même logique (mais il y en a tellement: A.S.F., S..N.E.C.M.A...), avait révolté de très nombreux camarades dont je suis. Nos députés s'étaient abstenus sur l' « ouverture du capital » de France Télécom, « pour ne pas que la droite revienne au pouvoir ». Puis de toutes façons mes camarades « *les nationalisations c'est du passé, c'est ringard, etc...* » mais France Télécom privatisée, c'est une entreprise aujourd'hui au fond du gouffre !

Ainsi le Gouvernement Jospin aura plus privatisé que les trois derniers Gouvernements de droite réunis. Ainsi le camarade Gayssot aura largement contribué à ce massacre en règle du service public, alors que rien ne l'y obligeait. Sinon Son appartenance au clan mutant et son attachement au dépassement du capitalisme. Ce qui a, entre autres, complètement désabusé l'électoral communiste et largement (logiquement ?) contribué à entraîner la catastrophe politique que l'on sait pour notre Parti.

Un concept purement social-démocrate

On s'aperçoit donc que le « dépassement du capitalisme », est un concept né de **la résignation de certains à la victoire du capitalisme sur le socialisme**. Le Congrès de Martigues a d'ailleurs érigé en principe « la mixité public-privé », dans les entreprises publiques. Toute la démarche théorique se situe dans le cadre de l'économie capitaliste avec pour objectif de tenter d'en réduire les méfaits (en ouvrant le capital d'une entreprise publique par exemple), mais sans jamais la remettre en cause. Il apparaît cependant que d'une part cela ne fonctionne pas (France Télécom), que d'autre part, on ne fait que préparer le terrain pour la droite (Air France), et qu'enfin cette démarche n'a rien de révolutionnaire puisqu'elle ne fait qu'aménager (et mal en plus !) le capitalisme. Par voie de conséquence **c'est un trait définitivement tiré sur la possibilité de libérer un jour les exploités du joug capitaliste**. C'est aussi, si les communistes laissent faire, la transformation de notre parti en mouvement social-démocrate à l'instar de la plupart des ex-partis communistes européens (qui ont tous, du fait de leur mutation, connu de très sérieux revers électoraux).

La classe des exploités (ingénieurs) ouvriers... salariés de tous ordres, commerçants, artisans...) et des exclus est irrévocablement inconciliable avec la classe des exploités. C'est pourquoi camarades, il va falloir trancher à notre prochain congrès : **Pour le dépassement du capitalisme et la Mutation social-démocrate ou pour l'éradication du capitalisme et la volonté d'aller vers le socialisme.** Il en va de la survie du P.C.F. ; il en va de l'espoir qu'un autre monde est possible.

Bruno Bonin

Les mathématiques à la portée de tous avec le Professeur Oulianou

Sachant que:

- Le renoncement à (a lutte des classes
 - + Le renoncement à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme
 - + Le dépassement du capitalisme
 - + Les privatisations
 - + La collaboration de classe
 - + La liste Bouge l'Europe (et ses va-t-en guerre)
 - + Le renoncement au pacifisme et à l'internationalisme
 - + Le silence de nos ministres pendant les 3 dernières guerres impérialistes
 - + La suppression de la section nationale de la Politique extérieure du parti
 - + La suppression de la section nationale des juristes communistes du parti
 - + La volonté de supprimer la J.C.
 - + L'absence de soutien aux partis frères interdits ou en voie de l'être
 - + 500 000 camarades qui ont fui le Parti depuis le début de la Mutation
 - +...
- = La Mutation**

Sachant que le **tout vaut 3,37 %** des électeurs français.

Sachant que selon certains « **on est au milieu du gué** » et qu'il faut aller au bout de la Mutation.

Questions :

Combien le parti fera t-il aux prochaines élections nationales si on écoute les grands stratèges de la mutation ?

Combien de militants resteront au P.C.F., et que restera t-il de notre grand parti révolutionnaire si on nous impose à nouveau la Mutation au Congrès du printemps prochain ?

*Le petit conseil du **Professeur Oulianov** pour vous aider à résoudre ce problème :*

**MOBILISATION GENERALE POUR
UNCONGRES DE SORTIE DE LA MUTATION.**

Les bons mots de nos amis les mutants

- « **Le Socialisme est fort heureusement tombé** » {Robert Hue, dans « la France en direct » sur France 2 le 06-02-1995).
- « Je tiens à renouveler **la solidarité des communistes avec le peuple américain et les dirigeants que celui-ci s'est donné.** » {Robert Hue, Fête de l'Humanité, 16 septembre 2001, l'Humanité du 17-09-2001).
- « **Rien, je le répète, absolument rien aujourd'hui ne me semble justifier un changement de nom. C'est extravagant.** » (Robert Hue, échange entre Georges Marchais et Robert Hue, l'Humanité du 29 octobre 1997).
- « **Nous sommes dans l'obligation d'aller au prochain congrès à la création d'un nouveau Parti Communiste** » [Robert Hue, Contribution collective, « Fonder le Parti Communiste du 21^{ème} siècle » l'Humanité du 19 juin 2002).
- « **Ce qui est en cause c'est le communisme du XX ème siècle, fondée dans la foulée de la Révolution d'Octobre en Russie** », «... pour un autre Parti Communiste que celui sorti de la matrice du Communisme du XX ème siècle » {Contribution collective, « Fonder le Parti Communiste du 21^{ème} siècle » l'Humanité du 19 juin 2002).
- « **Le débat ouvert au sein du Parti peut envisager jusqu'à la dissolution du P.C.F.. Faut-il s'auto-dissoudre ? Effacer notre nom et notre histoire pour laisser la place à des jeunes qui n'auront pas à porter cette histoire et qui peuvent envisager un autre avenir? Notre débat est ouvert jusque là** ».(Dominique Grador, présidente du C.N. dans «Le Populaire du Centre » le 28 mai 2002).

*Les Communistes attachés à leur Parti et à son
histoire apprécieront...*

...à suivre.

**1902 un grand pas en avant avec l'ouvrage de Lénine « Que faire ? » sur les fondements idéologiques du Parti.
2002 un siècle en arrière avec les mutants.**

Pas de Parti communiste sans lutte contre l'opportunisme

Si nous mesurons bien les différences de situations historiques de la Russie de 1902 et la France de 2002, on peut être frappé par l'actualité des écrits de Lénine dont chaque mot frappe de plein fouet nos « idéologues mutants » : d'un côté, l'essor des luttes de classe et du mouvement anti-impérialiste avec un parti qui adhère aux objectifs Révolutionnaires fondamentaux, à sa participation aux organismes de base dont les élus et la presse doivent être soumis au contrôle des militants, de l'autre l'idée d'un parti fourre tout prônant « l'économisme » c'est à dire dessaisir les travailleurs de la politique pour l'abandonner aux « bourgeois réformistes » dont le rôle est d'empêcher la mise en cause des fondements de la société capitaliste. Après avoir abandonné les fondamentaux, la politique révisionniste de certains dirigeants mutants conduit à la destruction du parti. En 1902 « l'économisme » variante de l'opportunisme, trouvait sa source dans la période de développement pacifique du capitalisme, dans des succès électoraux qui permettaient à certains de déclarer « le but final est rien, le mouvement est tout ». Il s'opérait alors le partage des tâches dans le mouvement ouvrier : au syndicat les luttes de classe dans les entreprises, au Parti la lutte politique électorale pour les réformes. Lénine montre que cela revenait à placer le mouvement ouvrier sur le terrain du système capitaliste, sous la coupe des élus, permanents, journalistes. Dans son ouvrage Lénine montre que la seule lutte syndicale contre les patrons et le régime en place (combien nécessaire et importante) ne sort pas des limites du régime d'exploitation puisqu'elle n'a pas pour objectif le renversement du régime capitaliste. Seul un parti révolutionnaire véritablement communiste « suborne la lutte contre les réformes à la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Pour cet objectif ni le syndicat, ni un parti à caractère électoraliste ne suffisent.

La critique du spontanisme

Même sans parti révolutionnaire, la classe ouvrière est obligée de se battre pour défendre ses droits fondamentaux (on l'a vu avec les Michelin, les Lu, les Danone). Les grèves existent même au Etats-Unis où le consensus avec le capital est le plus assuré. La tâche des communistes n'est pas simplement de suivre le mouvement, ce que Lénine baptise « le spontanisme », mais de l'éclairer en analysant la stratégie du capital, les positions des divers partis bourgeois et réformistes, leurs manoeuvres et leurs duperies, éclairer aussi les causes du pourquoi afin de dénoncer à fond chaque injustice en la reliant à la dénonciation du système capitaliste.

Combattre le mépris de la théorie

Un des aspects essentiels de l'opportunisme c'est d'agir au jour le jour, à perdre de vue le but révolutionnaire final. Depuis plusieurs années notre parti à subordonné les luttes sociales aux échéances électorales, il a abandonné toute stratégie alternative révolutionnaire en abandonnant pans après pans la théorie Marxiste-Léniniste. Dans « Que faire ? » Lénine montre que tout apolitisme dans le mouvement des luttes (aujourd'hui le mouvement anti-mondialiste, des organisations comme ATTAC...) tout refus des revendications à caractère politique, ajouté au mépris de la théorie revient à renforcer l'idéologie bourgeoise, idéologie qui bénéficie de la toute puissance de l'appareil d'état, de la propriété capitaliste des média. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Lénine s'inscrit dans la tradition d'Engels, pour qui la lutte de

classes revêt trois formes. « Economique, politique, idéologique ».

Le plan de Lénine pour construire le parti

« avant de nous unir, et pour nous unir, il faut d'abord nous démarquer résolument et délibérément » il estime ensuite « que la confrontation et la polémique sont nécessaires avec les divers courants se réclamant du socialisme » (aujourd'hui les différentes options...)

« Au nom de l'unité, on concourt à son sabotage réel, si on tait les divergences, chaque groupe devant exposer ses vues, ses objectifs. A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas pratique vers la création de l'organisation désiré doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie », Lénine voit dans ce journal, le moyen de rassembler, unir idéologiquement, politiquement les révolutionnaires, les membres de l'organisation, leurs structures de base... (Qu'en est-il aujourd'hui de notre journal l'humanité?)... Le journal n'est pas seulement un propagandisme, un agitateur collectif mais aussi un organisateur collectif, en somme le moyen privilégié pour organiser le travail communiste, unir les camarades dispersés, agir dans les luttes en y diffusant la conscience révolutionnaire.

D'après Lénine le Parti se conçoit d'abord comme une structure militante, il montre qu'il n'y a pas lieu d'opposer « Parti d'avant-garde et Parti de Masse » avec le souci constant d'être étroitement lié aux luttes des travailleurs, des exploités, n'a toujours considéré que le rôle du parti n'est pas de se « substituer » aux organes de lutte créés par les masses, mais au contraire d'investir sans cesse pour que ces organismes exercent directement le pouvoir d'état, et cela implique pour les communistes de conquérir démocratiquement, par la justesse de leur ligne, et la droiture de leur comportement, la majorité dans les organes du pouvoir populaire sans jamais chercher à imposer la moindre tutelle administrative.

Nous sommes en plein dans les débats d'aujourd'hui

Quel parti le congrès va t-il se doter au printemps 2003

Les mutants se présentent comme des modernes, mais ils ne font que ressasser les thèses des minoritaires que Lénine combattait. Ces thèses sont depuis longtemps réfutées par la vie. Avec leurs amis refondateurs et socialistes, il proposent en guise d'avancées de régresser vers l'âge de pierre du mouvement ouvrier. Leur refus de toute délimitation nette entre communistes et réformistes démocrates ou libéraux, leur refus de la théorie, leur opposition aux conceptions marxistes-léninistes, ils s'imaginent faire du neuf, d'innover en développant les thèses du « terrain social, la mixité des financements Privés Publics » ce que Lénine appelait « l'économisme ». Se libérer de l'exploitation par la conquête de la propriété des moyens de production nécessite la compréhension de la nécessité d'une révolution socialiste pour renverser le monde ancien. Les camarades qui se posent la question « Que faire pour que renaisse un vrai Parti communiste ? » se doivent de lire, de relire l'ouvrage de Lénine. Car il n'y aura pas un parti communiste sans une appropriation théorique claire de ce que signifie ce concept. **Si nous ne nous ressaisissons pas, le seul parallèle fait avec un Parti communiste européen sera le Parti communiste Italien qui s'est auto-dissout**

Jean-Louis ROLLAND

Ni sectarisme, ni stalinisme, les anti-mutation rassemblent les gens dans leur diversité.

L'expérience vécue à Périgny est plutôt intéressante ; un bref rappel historique :

Malgré les fortes pressions de dirigeants de la Fédération, les communistes de Périgny décide de ne pas rentrer dans le consensus mou proposé par le P.R.G. Rogeon, en vue de constituer une liste « Rosé Plurielle ». Majoritairement, malgré l'insistance des mutants Fédéraux,, nous décidons de faire notre propre liste aux municipales, emmenée par dix communistes. Une liste de 29 personnes est présentée sous l'appellation de l'association créée « Alternative Citoyenne pour Périgny », rassemblant des communistes, des démocrates.

Résultats : 17 des voix face à Rogeon et 2 élus, Daniel Vince et Corinne Bénétreau. Ce n'est pas si mal pour un début !

Le choix des communistes d'en bas à Périgny nous évite d'être à la remorque du P.S. et du P.R.G.. Ce choix nous donne la possibilité d'exister, d'avoir notre liberté d'action et de parole.

Nous agissons en rassembleur avec des temps forts et de grands moments de convivialité. Ainsi, depuis maintenant deux ans, début octobre le banquet citoyen que nous organisons rassemble entre 170 et 190 personnes.

Ces grands succès de nos soirées festives démontrent que notre démarche est bien comprise, que les communistes sur Périgny ont une démarche d'ouverture aux gens, mais dans la clarté, sans arrière pensée de magouille politicienne de sommet.

Joël Pechereau

Amis mutants : Est-ce cela le sectarisme ? Le stalinisme ?

INTERNATIONAL

SOCIALISME IRRÉVOCABLE À CUBA

Les dirigeants des Etats-Unis s'efforcent par tous les moyens de détruire le socialisme à Cuba. Aux menaces extérieures, concrétisées fin juin par la déclaration de Bush classant Cuba parmi les Etats « terroristes », s'ajoutent les tentatives, de subversion intérieure s'appuyant sur les difficultés économiques provoquées pour l'essentiel par le blocus des USA. Il en est notamment ainsi de la circulation à Cuba d'une pétition signée par 11000 personnes (le projet Varela) exigeant hors de toute légalité un référendum sur une réforme «libérale» du système politique.. On sait à quelle situation désastreuse pour le peuple cubain aboutirait un tel « libéralisme » destiné à placer Cuba sous la domination brutale des marchés financiers et du « nouvel ordre mondial » impérialiste.

Le gouvernement et le peuplé cubains ont répondu comme il se devait à de pareilles tentatives. La mobilisation populaire a pris dans la dernière période une ampleur exceptionnelle. Déjà le 1er Mai sept millions de Cubains se sont rassemblés dans tout le pays, provoquant les plus grands rassemblements populaires depuis 1959, pour dénoncer les manœuvres anticubaines des USA à la commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

La mobilisation s'est encore accentuée avec la soumission à l'Assemblée Nationale d'un amendement à la Constitution, affirmant le caractère irrévocable du système socialiste à Cuba. Proposé le 10 juin par l'ensemble des organisations de masse, cet amendement établit expressément «/a volonté du peuple pour qui le régime économique, politique et social consacré dans la Constitution de la République est intouchable ». Il précise que « les relations économiques, diplomatiques et politiques avec tout autre Etat ne pourront jamais faire l'objet de négociations sous l'emprise de l'agression, de la menace ou des pressions d'une puissance étrangère ».

Dès le 12 juin, d'immenses manifestations, mobilisant plus de neuf millions de Cubains, sous la forme de 800 marches dans les villes et de 2230 meetings, se sont déroulées pour soutenir cet amendement. La campagne d'adhésion, lancée le 15 juin. a recueilli plus de huit millions de signatures, en regard desquelles le «projet Varela» représente moins qu'une goutte d'eau dans un océan. Le peuple cubain, en dépit de toutes les difficultés et des pressions qu'il subit, affirme haut et fort son soutien au système socialiste. Nous devons, dans ce combat, lui apporter toute notre solidarité.

LIBÉREZ LES PATRIOTES CUBAINS ANTI-TERRORISTES

Aux Etats-Unis, cinq patriotes cubains ont été accusés « d'espionnage » et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement (allant jusqu'à la perpétuité) pour avoir combattu, au péril de leur vie, les projets terroristes du groupe contre-révolutionnaire de la «Fédération Nationale Cubano- Américaine » de Posada Carriles installée à Miami. Ces bandits terroristes, armés et protégés par le gouvernement des USA, sont responsables d'innombrables crimes contre le peuple cubain (explosion en vol d'un avion de la Cubana de Aviacion, terrorisme bactériologique contre les personnes, les cultures et les animaux d'élevage. attentats meurtriers contre des hôtels et installations touristiques à Cuba, nombreuses tentatives d'assassinat contre Fidel Castro, etc.). Ces crimes ont fait au total 3478 morts et 2099 mutilés à vie.

Une fois de plus il est démontré que l'administration des USA, qui brandit le drapeau de la «lutte contre le terrorisme» pour étendre son hégémonie sur le monde entier, est en réalité le meilleurs soutien des pires terroristes. Ce sont ceux qui luttent effectivement contre le terrorisme qui sont condamnés, comme c'est le cas des cinq patriotes cubains qui ont démontré que leur mission était au contraire de prévenir des actes de terrorisme et des tentatives d'assassinat afin de sauver des vies humaines.

Le gouvernement cubain a entrepris une grande campagne pour la libération immédiate et sans condition des cinq patriotes et leur retour à Cuba. Il est de notre devoir de soutenir cette Campagne.

VRAIMENT, quelque chose ne tourne pas rond sur notre Planète!!!

En ce début de 21^{ème} siècle, il y a urgence à penser autrement la **PAIX et la SÉCURITÉ, tant il est clair qu'il y a DANGER.**

Deux exemples non des moindres, le Proche-Orient et l'Irak

Au Proche Orient, le criminel de guerre Sharon, ne prend plus de gants pour refuser l'existence d'un Etat Palestinien et déclarer nuls et non avenues les accords d'Oslo.

Israël possède un large stock d'armes de destruction massive (plus de 100 têtes nucléaires) et viole délibérément toutes les résolutions de rONU avec le soutien inconditionnel des USA.

Les conséquences sont effrayantes pour le peuple Palestinien dont les deux tiers survivent sous le seuil de pauvreté, et dont 45 % des enfants sont gravement sous alimentés. Le taux de chômage dépasse 50 %, la misère et l'insécurité sont accrues, et l'économie est quasiment détruite.

Comment s'étonner, tout en les condamnant, des actes terroristes, alors qu'Israël peut exercer en toute impunité un terrorisme d'état ?

ASSEZ ! qui peut accepter qu'Israël et les Etats Unis s'autorisent à interdire à un peuple, son autonomie, la possibilité de pouvoir vivre dignement dans la paix, la liberté, le travail, et **son droit légitime à un état ?**

La France et l'Europe doivent prendre des initiatives fortes pour exiger :

- Le retrait immédiat des forces Israéliennes des territoires occupés,
- L'arrêt du pilonnage contre le siège de l'autorité Palestinienne,
- Le respect des résolutions de l'ONU,
- La reprise des négociations.

La France et l'Europe ont un rôle important pour faire triompher la paix et la justice pour les peuples de Palestine et d'Israël.

Guerre du Golf, guerre dans les Balkans, guerre d'Afghanistan, trois guerres dans une décennie ça fait beaucoup !

Et voilà que l'on nous en prépare une autre contre l'Irak, et ensuite contre l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord, Cuba, et sans nul doute bien d'autres encore.

850 MILLIARDS de dollars sont consacrés à l'armement chaque année. (1/4 de ce budget suffirait à fournir de Peau potable dans le monde)

Bush vient de faire voter 50 % de son budget annuel en budget de course à l'armement. **Pourtant 15 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté aux USA.**

Le Gouvernement français vient de voter 30 % de crédits supplémentaires, pour l'armement, sur cinq ans (83 milliards d'Euros)

Dans le même temps, ce même gouvernement vote la diminution des budgets de la Sécurité Sociale, de l'Hôpital, de l'Education Nationale, etc.

Le Système Capitaliste est en crise !

- Pour preuve, les fermetures d'entreprises, les retraites, etc.
- La Mondialisation est une immense désillusion.
- Aux USA, l'affaire ERON, entre autres, en est bien l'illustration.

A chaque époque de la vie, **le capitalisme aux abois a resté ses problèmes par des guerres.**

GUERRE OU PAIX

La guerre en IRAK !

L'objectif réel de Bush, sous n'importe quel prétexte, est d'exercer le contrôle sans partage de toute la région riche en pétrole.

Notons le titre d'un article de Bernard Legend dans le "Monde" du 29 septembre 2002 : **"La croisade antiterroriste sent le pétrole !"**

Plus personne ne peut être dupe !

Cette guerre serait un véritable désastre pour les peuples Irakien et Kurde, ainsi que pour l'ensemble des populations du Moyen Orient

Bien au-delà, la France n'est-elle pas aussi un pays méditerranéen ?

Ce conflit pourrait attiser, encore plus, les haines et les tensions.

Le peuple Irakien est déjà victime de son bourreau (Sadam Hussein) et de plus dix ans d'embargo.

Selon l'UNICEF, plus de 500 000 enfants de moins de cinq ans sont décédés en Irak depuis 1990 ; et toujours chez les enfants, l'analphabétisme est passé de 19 % à 66 %.

Il faut le dire :

Les USA ont été la seule puissance à utiliser des armes nucléaires contre des populations civiles (Hiroshima et Nagasaki).

Eue possède le plus vaste arsenal d'armes de destruction massive du monde.

(6000 têtes nucléaires prêtes à être utilisées, armes chimiques et biologiques à profusion)

Ses bases militaires sont installées partout, dans le monde, Amérique du sud (Venezuela, etc.).

Dans les Balkans et en Asie centrale (guerre de Yougoslavie, d'Afghanistan), la Roumanie vient d'accepter des bases militaires américaines, etc.

La main mise sur le pétrole est le véritable enjeu de ces guerres ! Or, les Etats Unis (comme du reste le Japon ou l'Europe) dépendent essentiellement de l'étranger pour cet approvisionnement.

Culture de Paix contre culture de guerre.

Il est vrai que là société dans laquelle nous vivons et le monde dans lequel nous évoluons sont imprégnés d'une forte culture de guerre. Mais, tout montre que cette logique nous mène droit dans une impasse. Dans cette logique de guerre, de domination et de loi de la jungle, tout porte à se méfier des autres, à avoir peur d'autrui, de son voisin, de l'étranger.

Le rejet de la guerre est d'autant plus porteur d'avenir qu'il s'accompagne

d'une construction de PAIX.

* Peut-on accepter que quelques pays, ou Même, un seul, s'abrogent le droit de gendarmier La Planète?

* Où en serions nous, si certains de nos prédécesseurs, ne s'étaient pas mobilisés contre les guerres?

* Est-ce ce monde que nous voulons laisser en héritage?

* il faut avoir le courage de dire "STOP", il faut faire autrement ! La vieille culture de la guerre doit céder la place à une nouvelle culture des rapports humains : **La Culture de la PAIX,**

développée par l'ONU et l'UNESCO, qui a fait des années 2001 - 2010, la décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. Elle rencontre un écho prometteur, partout dans le monde, même aux USA. Des millions de voix s'élèvent sur la Planète, pour dire

2001.2010 - ARMES ZÉRO.

Il est du devoir de chaque citoyenne et de chaque citoyen, partout, dans sa rue, dans sa cité, avec ses amis ou sur son lieu de travail, de faire sienne cette culture de la **PAIX**, en signant des pétitions, en participant à des débats, et en se rassemblant pour obliger ceux qui gouvernent **NOTRE PLANÈTE à arrêter le processus de "VA TEN GUERRE"**.

Vraiment, agir pour la PAIX n'est pas vain.

En partant des aspirations de chacun à un monde plus juste, plus démocratique, plus sûr et plus pacifique, nous sommes capables, tous ensemble, de **construire un mouvement mondial de la culture de la PAIX.**

Réjane Péchereau



à l'**ACTION** contre la **GUERRE** de l'**IMPÉRIALISME AMÉRICAIN** et de ses vassaux contre l'**IRAK !**
LEVÉE IMMÉDIATE du **BLOCUS** contre le **PEUPLE** et les **ENFANTS** d'**IRAK !**
REFUSONS toute **PARTICIPATION FRANÇAISE** à cette guerre coloniale pour le pétrole et la **DOMINATION MONDIALE** des U.S.A. !

PAIX EN PALESTINE – TOUT DE SUITE

Chaque jour qui s'écoule est une nouvelle épreuve pour le Peuple Palestinien.

L'armée Israélienne bombarde, détruit, envahit les villes palestiniennes autonomes, y fait régner la terreur et la mort, assassine sans vergogne et humilie un peu plus ce peuple martyr.

Elle achève, avec une rare brutalité, la destruction de tout l'appareil de l'autorité palestinienne.

En faisant cela, Sharon, non seulement met Arafat dans l'incapacité matérielle de s'opposer aux dramatiques attentats kamikazes, mais il ruine sciemment la perspective politique entrouverte par les accords d'Oslo, accords qu'il a toujours refusés

Il n'y a plus de vie sociale en Palestine et l'économie d'Israël même est au bord du gouffre, maintenue hors de l'eau par les dollars américains.

Le gouvernement Israélien bafoue toutes les résolutions de l'ONU et poursuit le développement des colonies juives dans les territoires palestiniens.

Il attend avec impatience une guerre contre l'Irak pour parachever un véritable génocide du peuple palestinien.

MAIS QUE FAIT DONC l'ONU pour faire respecter ses propres résolutions, alors qu'elle est si prompte à répondre aux injonctions des USA pour faire la guerre à l'Irak qui ne respecterait pas d'autres résolutions.

MAIS QUE FAIT DONC LA FRANCE ET L'U.E.. au delà de quelques bavardages ou mises en garde de pure forme vis à vis d'Israël ,afin de sauver la face

En d'autres temps et en d'autres lieux, il y a longtemps que l'ONU et les puissances occidentales auraient pris des mesures draconiennes et coercitives pour obliger Israël à respecter le droit international et les résolutions adoptées par l'ONU

Le parlement européen s'est prononcé au mois d'avril 2002 pour la suspension des accords de coopération de l'Union Européenne avec Israël. Qu'attendent donc les "15" pour en tirer toutes les conséquences. Qu'attend donc la France pour jouer tout son rôle ???

Que fait-on pour peser sur ces choix ? De ce point de vue, je partage l'opinion émise par Claudy Valin lors de précédentes publications, concernant le manque d'engagement du PCF en matière de politique internationaliste.

Le gouvernement Israélien doit être mis au banc des nations; il faut l'obliger à retirer immédiatement ses troupes d'occupation, car le pire terrorisme qui puisse exister est le terrorisme d'état, celui de l'occupation et de ses pratiques : terreur, couvre-feu, assassinats, arrestations, tortures, etc.

Il faut ensuite lui imposer la création rapide d'une force d'interposition pour garantir la sécurité de tous, israéliens comme palestiniens.

Il faut qu'Israël évacue toutes les colonies juives implantées dans les territoires palestiniens autonomes et qui sont un véritable cancer et une provocation permanente pour les palestiniens.

Il faut reconnaître un ETAT PALESTINIEN avec comme capitale commune Jérusalem.

C'est le prix à payer pour que ces 2 peuples vivent enfin en paix, dans la dignité retrouvée, côte à côte dans des frontières garanties par la communauté internationale

ASSEZ DE MORTS. ASSEZ DE CRIMES, ASSEZ DE SANG

Ces 2 peuples ont droit à la PAIX et à la SECURITE

Gilles FAVRE

N.B. Le BOYCOOT des produits israéliens est un moyen de peser sur l'économie israélienne. Ce sont tous ceux dont le code barre commence par 729 ... et les produits frais sous le label JAFFA et CARMEL

INTERNATIONAL

Elections en Europe : Les P.C. luttant pour le Socialisme progressent ! Les Partis mutants s'effondrent !

A en croire le document l'état des débats préparatoires au 32^{ème} Congrès (Transparence, novembre 2002), rendu par la commission « transparence » présidée par Francis Wurtz, « *Partout dans le monde, nombre de partis qui se réclament du communisme se heurtent à de graves difficultés* ».

Or, au regard des derniers résultats électoraux en Europe, deux tendances se dégagent :

D'une part les P.C. de Bohême-Moravie (République Tchèque), de Moldavie, de Slovaquie et de Chypre, tous restés fidèles aux bases de classes, luttant ouvertement pour le Socialisme, obtiennent de brillants résultats. Ainsi le P.C. moldave obtient la majorité absolue des voix aux législatives. Le P.C. tchèque obtient 18,5 % des suffrages (contre 11 % lors des élections précédentes) et 41 sièges au Parlement. Il est la troisième force du pays.

D'autre part, le Parti de la Gauche suédois (ex-P.C.) et le P.D.S. allemand (ex-parti SED, communiste), tous deux acquis au réformisme et donc à la social-démocratie, s'effondrent. Ils sont en effet passés de 12 % à 8,4 % des voix, pour le Parti de la Gauche et à moins de 5 % pour le P.D.S. (passant de 36 à 2 députés).

Le document Wurtz ment donc par omission en ce qui concerne les P.C. restés fidèles au Socialisme !

En revanche, il vise juste en ce qui concerne les partis mutants.

La démonstration continue d'être faite, pays par pays que le ralliement au réformisme et à la collaboration de classe, loin de favoriser l'audience des partis ex-communistes sous prétexte de leur « modernisation », leur fait perdre au contraire toute crédibilité auprès d'une grande partie des travailleurs et des exclus.

NON à la chasse aux sorcières !

Fer de lance de la contestation contre le Parti Ouvrier Unifié Polonais au pouvoir dans les années 80. les ouvrier des chantiers navals Lénine de Gdansk, organisés par Solidarnosc derrière leur dirigeant charismatique Lech Walesa, ont joué un rôle dans la chute du régime socialiste. Les capitalistes qui ont ensuite pris le pouvoir les ont remerciés comme il se doit, en les licenciant massivement: les chantiers navals de Gdansk, comme beaucoup d'autres usines du pays, ont vu leur activité se réduire dramatiquement pour cause de rentabilité insuffisante. La classe ouvrière polonaise est passée sous le rouleau compresseur de la mondialisation impérialiste. Cela explique sans doute le score de Les/» Walesa aux dernières élections présidentielles (moins de 2)...Ce n'est qu'un début: avec l'entrée de la Pologne dans l'Europe agricole, c'est au tour de la classe des petits paysans de se faire laminer. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le pouvoir cherche à faire diversion, et à tuer dans l'œuf toute résistance organisée, en recourant à une méthode éprouvée : la bonne vieille chasse aux sorcières communistes.

Les dirigeants polonais viennent au nom de la « démocratie », d'interdire l'Union des Communistes Polonais, utilisant pour se faire un article scandaleux de la nouvelle constitution de 1997, dans lequel le communisme est assimilé au nazisme sous l'étiquette commode et fourre-tout de « totalitarisme ».

L'Union Européenne s'apprête à inscrire le Parti Communiste philippin et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (F.A.R.C.) sur la liste des « organisations terroristes » !

A l'heure où tous ceux qui résistent à la mondialisation capitaliste peuvent se retrouver en prison tandis que Pinochet et Papon sont libres, tandis que Bush s'apprête à Bombarder l'Irak et à tuer des milliers de personnes innocentes pour asseoir un peu plus la domination économique mondiale des Etats-Unis, ces décisions sont une nouvelle étape de la fascisation rampante qui vise à criminaliser toute contestation de l'ordre établi, où que ce soit.

Les communistes, les travailleurs, doivent faire front contre la montée de la répression anticommuniste !

**NON à l'INTERDICTION de l'UNION des COMMUNISTES de POLOGNE (ZKPP)
NON à l'INSCRIPTION par l'Union Européenne du PARTI COMMUNISTE PHILIPPIN et des FORCES
ARMEES REVOLUTIONNAIRES de COLOMBIE sur la liste des organisations terroristes !**

Adressez vos protestations aux membres du collectif « Communistes »

*Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint -Honoré
75008 Paris*

Monsieur le Président,

En vertu des pouvoirs qui vous sont conférés par l'article 17 de la Constitution française, j'ai l'honneur de solliciter la grâce de MM. José Bové et René Riesel, eu égard à ta peine de 14 mois d'emprisonnement chacun, prononcée par la Cour d'Appel de Montpellier le 21/12/2001, peine rendue définitive par la Cour de Cassation le 19/11/2002.

Ils se sont opposés, avec d'autres militants et de nombreux syndicats et associations, à l'introduction des OGM dans l'agriculture et l'alimentation. Ce refus est toujours partagé par la très grande majorité des français et des européens.

Cette peine a de graves conséquences sur les activités syndicales de M. José Bové, porte-parole national de la Confédération paysanne, dont les interventions citoyennes ont reçu, en France et dans le monde, un très large écho dans l'opinion publique, préoccupée de la qualité et de la sécurité alimentaires et des conséquences de la mondialisation libérale de nos économies.

Leur incarcération serait une lourde atteinte à l'image de notre pays, aux libertés publiques, en particulier au droit syndical et elle jetterait un trouble chez nos concitoyens.

C'est la raison pour laquelle je sollicite que vous dispensiez MM. José Bové et René Riesel d'exécuter cette peine.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

signature :

Après l'échec cuisant du 21 avril, il est regrettable de voir la plupart des dirigeants de tous les partis de gauche se lancer dans des conflits internes, s'accuser mutuellement, dans le seul but de conserver leur pouvoir. Après le test de ces élections, la seule attitude correcte est de se remettre en question, d'analyser ses erreurs,- et non pas celles des autres-, d'établir le dialogue pour créer un nouveau champ d'action, car ce n'est pas l'avenir de Pierre et Paul qui est en jeu, c'est celui de l'HOMME au sein de la mondialisation.

Des réactions assez vives se sont manifestées contre le projet de créer un grand parti de gauche,- une idée qui n'a rien d'originale d'ailleurs -, pour contrer l'UMP qui a déjà réalisé cette coalition de droite. Nous ne voulons pas l'alternance, avec deux grands partis comme aux U.S.A, en Grande Bretagne et ailleurs, avec cinq ans à droite et cinq ans à gauche. Nous voulons un véritable pluralisme, sans l'hégémonie d'un parti au sein de la gauche. Nous voulons un pluralisme de gauche loyal, sans arrière pensée, mais avec un " dénominateur commun " : défendre la Dignité de l'Homme dans toutes ses dimensions et avec tous ses droits. Nous voulons un pluralisme de gauche qui se mette d'accord 100 % sur un programme de gauche élaboré et mis en pratique par tous, un Pluralisme dans lequel chaque parti compte pour "UN", car l'objectif n'est pas de faire gagner son parti, qu'il s'appelle P.C., P.S., etc..., mais de défendre l'Homme, la Justice, la Vérité, la Fraternité, la Solidarité entre tous.

L'ancien dogme de « gagner des voix pour gagner le peuple » révèle une politique stupide, malhonnête et anti-démocratique. Ce n'est pas en gagnant des voix qu'on obtient l'appui du peuple, mais c'est en se mettant au service du peuple et en travaillant avec lui qu'on obtient son appui et normalement son aide électorale.

A chaque élection, le P.C. entonnait la même chanson:" Il faut présenter des candidats partout, dans toutes les communes, dans tous les cantons, dans tous les départements, pour être représentatif...Représentatif de quoi ?, de 1 % ou 2 % des voix ? Il ne s'agit pas de gagner des voix, il s'agit de sauver l'Homme! Marie-George Buffet l'a bien compris, elle qui a décidé de donner sa démission en février, avant le Congrès d'avril 2003.C'est en rendant le peuple responsable de ses décisions, en lui permettant de vivre une authentique démocratie (: le pouvoir de décision doit être entre ses mains), que le P.C. sera au service de la communauté de tous les hommes, au lieu de donner des ordres du haut de la pyramide.

Tant que les français n'auront pas compris l'importance de l'enjeu, il n'y aura aucun espoir de sauver l'homme et d'avancer vers un peu plus de justice.

Quand une seule valeur et un seul pouvoir dominant, c'est le signe d'une société totalitaire et la preuve de l'absence de démocratie, en France et dans le monde: aujourd'hui, c'est l'argent qui est le seul pouvoir et la seule valeur.

Le Marxisme n'est pas une idéologie du passé, c'est la pierre angulaire pour construire l'avenir.

Ce que nous voulons, c'est la voix d'un peuple qui s'exprime.

Arrêtons nos querelles, pour réfléchir et construire ensemble. C'est la seule solution qui nous évitera de connaître la situation extrême de l'Argentine, pays où le peuple est tellement dégoûté des hommes politiques, de droite comme de gauche, qu'il crie:" Foutons-les tous dehors!"

Contribution au débat préparatoire au Congrès du PCF 2003

Actuellement, il y a au moins un point qui est partagé par tous les Communistes et qui rassemble d'ailleurs bien au-delà des Communistes c'est la nécessaire riposte à la Politique de la Droite.

Néanmoins, nous devons aussi nous pencher sérieusement sur ce qui nous a amené à la situation dans laquelle nous nous trouvons après les présidentielles et les législatives.

Marie-George BUFFET a appelé à un débat sans tabou, sans censure ni autocensure.

J'espère qu'elle sera entendue, écoutée et que cela se fera dans le respect des opinions de chacune et chacun.

Mon propos sera donc respectueux de toutes et tous. Pour autant, il nous faut aborder le problème des dirigeants de notre Parti à tous les niveaux.

Je ne pense pas être le seul à avoir vécu ou à avoir connaissance d'attitudes de dirigeants et de propos internes qui sont et ont été à l'opposé de ce qui devrait être pour que les Communistes - citoyens puissent travailler en confiance.

L'autoritarisme, la manie du secret, l'intérêt personnel, le mensonge et les incompréhensions n'ont pas disparu.

Un seul exemple que j'ai personnellement mal vécu : je ne vais pas refaire l'historique de ce que nous avons vécu pendant les municipales à Saintes mais comment accepter qu'un dirigeant national, responsable de la Commission des conflits (Jacques LE DIGABEL) puisse venir à la Fédération 17 nous rencontrer une deuxième fois sans même avoir le dossier (oublié nous a-t-il dit!) et sans jamais par la suite nous avoir communiqué les conclusions de la dite Commission !!! (Problème de secrétariat a-t-il invoqué et 2 ans après toujours pas de rapport !!!!)

Cela peut expliquer la désertification des rangs communistes. Autre lieu, autre exemple de même nature : l'Huma du 26 avril une Camarade du Languedoc Roussillon, je cite : « *Nous n'avons pas été entendus. Pire il -y a des incompréhensions au niveau de la fédération où le fait d'exprimer des critiques étant synonyme de COMLOTS, d'ESPRIT DESTRUCTEUR DU PARTI !!!* »

Ce qui me fait dire que là-bas comme à Saintes on n'en a toujours pas fini avec une Culture Politique, une conception de la supériorité du Parti et de sa direction.

Faute d'avoir fait les ruptures symboliques qui s'imposaient des dizaines de milliers de Communistes sont partis souvent par dépit, parfois après avoir subi la violence d'un appareil politique comme la Section, la Fédération.

Je pense que c'est comme cela qu'ont été vécus les différents à la section de Saintes, notamment au cours de la dernière Assemblée Générale de triste mémoire, avec les résultats et les dégâts que l'on connaît

Lorsque nous avons décidé de créer le Collectif Ginette MANON, nous avons été accusés de vouloir créer un courant, une deuxième Section et donc de travailler contre le Parti

Aussi, surprise lorsque paraît dans l'HUMA du 19 juin une tribune «Fonder le P.C. du 21^{ème} siècle» avec la signature de dirigeants du Poitou Charentes et dirigeants nationaux : Paul FROMONTEIL, Michèle CARMOUSE, Jean-François MEMAIN, Thierry TOUVRON aux côtés de J. LE DIGABEL et Paul LESPAGNOL entre autres.

Ces camarades qui n'ont pas su écouter les militants de base peuvent-ils prétendre rassembler les gens quand ils poussent des camarades vers la sortie sans ménagement de leur propre parti après, pour certains, 20 ou 30 ans de militantisme et de dévouement au Parti ?

Cette fameuse Tribune, tout à fait respectable par ailleurs, n'avait-elle pas pour but de recadrer le débat, pratique ancienne datant du centralisme démocratique pas disparu ? Ou alors était-ce là l'expression d'une tendance qui ne dit pas son nom ?

Y aurait-il alors des adhérents d'en bas (dont je suis) qui seraient mis au banc des accusés pour des faits que des adhérents d'en haut (dirigeants) pourraient eux commettre en toute impunité ?

D ne s'agit nullement de régler des comptes mais du droit de chaque adhérent de formuler des critiques qu'il estime nécessaire à rencontre de ses dirigeants (voir par ailleurs la participation au débat du Camarade Léon BELLY parue dans les nouvelles de Charente-Maritime de Septembre 2002 où il aborde notamment :

- La surdité des dirigeants de Charente-Maritime.
- La non-réponse à la question de la composition de la délégation de Charente-Maritime à la Conférence Nationale.
- Le déroulement des Assemblées Générales qui font suite aux réunions du Conseil National
- Critiques sur le fonctionnement « démocratique » à la Rochelle).

Une question : Les délégués du PCF au dernier Congrès n'auraient-ils de comptes à rendre qu'à eux-mêmes (puisque'ils modifient le mandat donné par la conférence fédérale) ou à TOUS les adhérents ?

D y aurait encore beaucoup à dire sur les us et coutumes des dirigeants à tous les niveaux.

Avons-nous toujours besoin de permanents, véritables salariés du parti avec tout ce que ce statut entraîne ?

A nous de réfléchir si les conditions pour rassembler sont réunies.

Le 5-12-2002

Antoine EGEA
Adhérent de la Section du PCF
de SAINTES

Nouveau parti?

«Fonder le parti communiste du XXI^e siècle» (...), une dizaine sont des responsables permanents de la fédération CGT de l'énergie. Le temps que la gauche plurielle a été au gouvernement, nombre de ces camarades ont tout fait pour limiter les luttes dans ce secteur. Je fais partie de ces militants ouvriers qui considèrent que les patrons, fusent-ils Roussely, proche de Jospin à ce qu'on dit, sont des adversaires de classe, et non pas des partenaires avec qui des convergences seraient possibles. Comment ces camarades qui ont cru possible de faire un bout de chemin avec des «socio-libéraux», oubliant par là même la patience qu'implique l'idée communiste, sont-ils habilités à fonder un nouveau parti communiste? Au nom de quoi prétendent-ils qu'un cartel hétéroclite d'organisations se prétendant à gauche de la gauche est à mille lieues de ce qu'attendent nos concitoyens? Sans doute que ces camarades qui ont passé leur temps à ne pas écouter les militants de terrain savent-ils, eux, ce qu'attendent nos concitoyens! (...). Ils font partie de ces hommes d'appareil qui ont contribué à ce que des dizaines de milliers de militants actifs, dont je suis, quittent le Parti. Leur intervention ressemble à une tentative bien orchestrée de recadrage du débat dans la tribune libre de l'Huma. C'est une pratique ancienne du temps du centralisme démocratique; du siècle passé; Ce n'est pas avec de vieilles méthodes, erronées décroît, qu'ils vont pouvoir bâtir le parti communiste du XXI^e siècle. Personne n'est propriétaire du communisme, tous ceux qui s'en réclament doivent être donc conviés à le faire vivre.

Denis Matelier.
Par Internet

L'eau du bain

Abonné à l'Huma, je suis les débats dans le Parti-avec intérêt et si je me dis que les adhérents actuels ont bien le droit d'entrevoir l'avenir du Parti en tenant compte de la situation actuelle et du passé hérité, ils devraient tout de même se préoccuper de défendre l'existence du Parti en tant que tel. Or rien n'est moins sûr. Aussi, je me permets d'intervenir pour appeler à la prudence. Hier, par le truchement des derniers congrès, les directions élues ont jeté l'eau du bain: le marxisme-léninisme, la dictature du prolétariat, la

lutte des classes, l'internationalisme prolétarien, le centralisme démocratique. Ce sont des choix, des orientations, l'avenir nous dira. Puis, elles ont jeté l'enfant avec l'eau du bain: la classe ouvrière, le prolétariat, ont été effacés des motivations de lutte. Je me souviens d'avoir assisté à un compte rendu de congrès à Clichy, présenté par une brave et peut-être naïve déléguée, il n'était plus question que des «GENS », les gens par-ci, les gens par-là. Aujourd'hui, certains dirigeants du Parti se demandent s'il ne faut pas, aussi, jeter là bassine après l'eau du bain et l'enfant. Qu'ils se gardent bien de ce geste ultime, car cela signifierait la fin de la défense des intérêts de la classe ouvrière, véritable but d'un parti communiste.

Parfait Jans
par Internet

Qui est ringard?

« Ce qui m'étonne, ce n'est pas d'être confrontée à la nouveauté; c'est de rencontrer, cela arrive, des communistes conservateurs », a déclaré Marie-George Buffet lors de l'hommage à Georges Marchais (...). Ce n'est pas parce que l'on est révolutionnaire qu'on n'a pas le droit d'être conservateur. Plusieurs fois licencié, j'aurais bien aimé «conserver» mon emploi. J'aurais bien aimé, oui, « conserver » ma monnaie. Et j'aimerais bien «conserver » ma langue et ma culture, ce qui n'empêche pas l'ouverture ! N'ayons-nous rien de mieux à faire que de nous battre, comme la droite a pu en donner le spectacle superficiel, pour savoir qui est ringard et qui ne l'est pas ? Est-ce que vous allez continuer; avec les clichés? «L'avant-garde et l'arrière-garde»? Jusqu'à quand va-t-on diviser ce parti :en «bons camarades et moins bons », séparés comme les caramels en tendance molle et tendance dure? Jusqu'à, quand ya-t-on faire comme si «les qualités et les défauts» des communistes le feraient de nature? Va-t-on parvenir à sortir de ce siècle, qui croit-on serait derrière nous?.. ; Il n'y a rien de grave, docteur, à être conservateur, ce qui est très très grave, c'est d'être réactionnaire. Par contre, là oui, au secours! (...).

Aubert Sikirdji
Montsecret (Orne)



ABONNEMENT

OUI Je souhaite m'abonner
A l'Humanité

- par prélèvements mensuels
 - * abonnement postal 31,50 €
 - * abonnement au portage 35 €
- Tarif spécial: chômeur, étudiant
et moins de 26 ans .
(sur présentation d'un justificatif).
* postal 22 €..... portage 26€

DERNIERE MINUTE

Réuni le 11 décembre 2002, le collectif CommunisteS à pris la décision unanimement de tirer le n°3 à la section, pour que le coût soit encore réduit. Notre demande ayant été faite auprès du secrétaire de section, le 19 décembre 2002 à 14h nous sommes allés à notre section pour le tirage avec nos ramettes de papier : Daniel MATIFAS nous a refusé l'accès aux machines en nous traitant de voleurs. Calmement mais déterminés nous sommes partis faire le tirage en imprimerie (le coût en sera d'autant plus élevé). Chacun(e) en tirera ses conclusions.